



Rapport institutionnel, phase 2

- 1. Liste et description de tous les cas majeurs d'ingérence étrangère soupçonnée dirigée contre des processus démocratiques du Canada, y compris les résumés des incidents, les dates, les cibles, les pays concernés, les principaux acteurs, les échanges d'information et toute mesure d'intervention prise dans ces affaires.**

Le *Code criminel* ne renferme pas d'article traitant de l'ingérence d'acteurs étrangers à proprement parler. Les infractions au *Code criminel* concernent plutôt différents types de comportements ayant un lien avec l'ingérence étrangère, par exemple le sabotage, l'intimidation, le piratage informatique et la corruption, pour n'en nommer que quelques-uns. Par conséquent, dans le cadre de ses enquêtes sur des activités d'ingérence étrangère, la GRC prend en considération diverses lois du Parlement. Les enquêteurs se reportent le plus souvent au *Code criminel* et à la *Loi sur la protection de l'information*, qui confèrent tous les moyens nécessaires pour intervenir en cas d'actes de violence physique signalés commis par des agents d'États hostiles. Les dossiers énumérés dans l'annexe classifiée correspondent à des enquêtes visant à déterminer si une personne suspecte ou un événement avait entraîné la perpétration d'une infraction. Dans certains cas, il a été déterminé qu'aucune infraction n'avait été commise, et on a clos les dossiers, tandis que dans d'autres cas, des enquêtes sont en cours pour déterminer si une infraction criminelle a été commise. Il importe de noter qu'une enquête close peut être rouverte à tout moment si de nouveaux éléments de preuve sont mis au jour.

[Voir le tableau des enquêtes figurant dans l'annexe classifiée]



2. Liste et description de tous les moyens dont dispose actuellement chaque gouvernement et organisme pour détecter, décourager et contrer les activités d'ingérence étrangère, y compris toute modification ou évolution pertinente de ces moyens.

La GRC a recours à une approche globale pour détecter, décourager et contrer les activités d'ingérence étrangère. L'établissement de réseaux solides visant à favoriser la collaboration avec les partenaires, les organismes d'application de la loi et d'autres organismes gouvernementaux est au cœur de notre stratégie. De tels réseaux facilitent l'échange de renseignements, les opérations conjointes et la coordination des cadres stratégiques et des mesures législatives afin d'atténuer les problèmes que pose l'ingérence étrangère. De plus, grâce à une mobilisation stratégique, à des initiatives de sensibilisation et à des forums communautaires, la GRC tisse activement des liens avec les membres de la diaspora, renforçant ainsi sa capacité à s'adapter à l'évolution des menaces et à soutenir et à protéger les membres des communautés touchées au sein du cadre démocratique.

Pouvoirs législatifs actuels

- En ce qui concerne les activités d'ingérence étrangère dirigées contre les élections fédérales et les processus démocratiques du Canada, le personnel du Programme de la sécurité nationale de la GRC enquête sur les menaces à la sécurité des Canadiens en appliquant diverses lois, notamment les suivantes :
 - *Loi sur les infractions en matière de sécurité* – désigne la GRC comme l'organisme principal d'application de la loi pour ce qui est de la sécurité nationale.
 - *Loi sur la protection de l'information* – renferme de nombreux articles traitant d'infractions liées à l'ingérence étrangère, par exemple l'espionnage économique, la communication de renseignements classifiés et la violence ou les menaces influencées par l'étranger.
 - *Code criminel* – renferme de nombreuses dispositions sur des infractions qui peuvent être appliquées, notamment l'abus de confiance, le harcèlement criminel, l'utilisation non autorisée d'ordinateur, l'intimidation et la corruption.
 - *Loi électorale du Canada* – en vertu d'un protocole d'entente conclu avec le commissaire aux élections fédérales, la GRC peut participer à des enquêtes conjointes avec le Bureau du commissaire aux élections fédérales à la demande du commissaire.
 - *Loi sur l'investissement Canada* – examen d'investissements étrangers susceptibles de porter atteinte à la sécurité nationale du Canada.



Programmes

- La **Sécurité nationale de la Police fédérale** a pour mandat de prévenir et de détecter les activités criminelles liées à la sécurité nationale et de prendre les mesures d'intervention qui s'imposent. Les enquêtes sont dirigées par les Équipes intégrées de la sécurité nationale (EISN) et les sections de la sécurité nationale (SSN), qui font partie des divisions à l'échelle du pays. Les EISN et les SSN sont gérées de façon centralisée par la Direction générale, et elles mènent des enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale sur des activités terroristes, conformément aux dispositions en matière de lutte contre le terrorisme du *Code criminel*, ainsi que sur tout événement découlant d'une menace à la sécurité du Canada, en vertu de la *Loi sur la protection de l'information*. De plus, l'Équipe des activités d'ingérence étrangère a été créée en 2020 au sein de la Sécurité nationale de la Police fédérale, et elle a pour mandat de détecter les activités d'ingérence étrangère, d'enquêter sur de telles activités et de les contrer.
- Les **Services de protection de la Police fédérale** coordonnent et supervisent la prestation de services de protection aux hauts dirigeants canadiens, aux dignitaires étrangers en visite et à des personnes désignées, ainsi que la sécurité de tous les événements majeurs désignés. De plus, les Services de protection prodiguent des conseils, du soutien et de l'aide, et effectuent des examens en ce qui concerne les activités de protection, y compris celles des groupes divisionnaires de protection des PDM, du Peloton de protection du premier ministre et du Peloton de protection du gouverneur général.
- Les **Opérations criminelles de la Police fédérale** gèrent les activités de surveillance et de gouvernance des dossiers relatifs aux crimes graves et au crime organisé, à la criminalité financière et à la cybercriminalité. Ce programme est également responsable des enquêtes internationales de nature délicate, des opérations secrètes, de l'information opérationnelle et de la science des données, ainsi que du programme fédéral de protection des témoins. En ce qui concerne la cybercriminalité, les OCPF enquêtent sur des cybercrimes commis en utilisant des systèmes informatiques qui ont d'importantes répercussions économiques ou touchent de multiples territoires de compétence et présentent un intérêt national important pour la communauté d'application de la loi au pays et à l'étranger. Il peut s'agir de crimes commis contre des institutions gouvernementales, des infrastructures essentielles d'importance nationale ou des institutions canadiennes et des biens organisationnels clés.
- **Renseignements et Police internationale de la Police fédérale** est chargé de l'élaboration de renseignements nationaux opérationnels et stratégiques sur la criminalité, de la supervision des agents de liaison et des analystes en poste à l'étranger ainsi que des opérations policières canadiennes de paix internationales. De plus, le personnel de ce programme effectue des analyses de renseignements à l'intention de cadres supérieurs (du niveau de directeur général à celui de commissaire) afin de leur faire part de signes précurseurs et d'évaluations stratégiques de menaces émergentes, de tendances et d'incidents survenus à l'étranger qui pourraient avoir une influence sur les priorités de la Police fédérale.

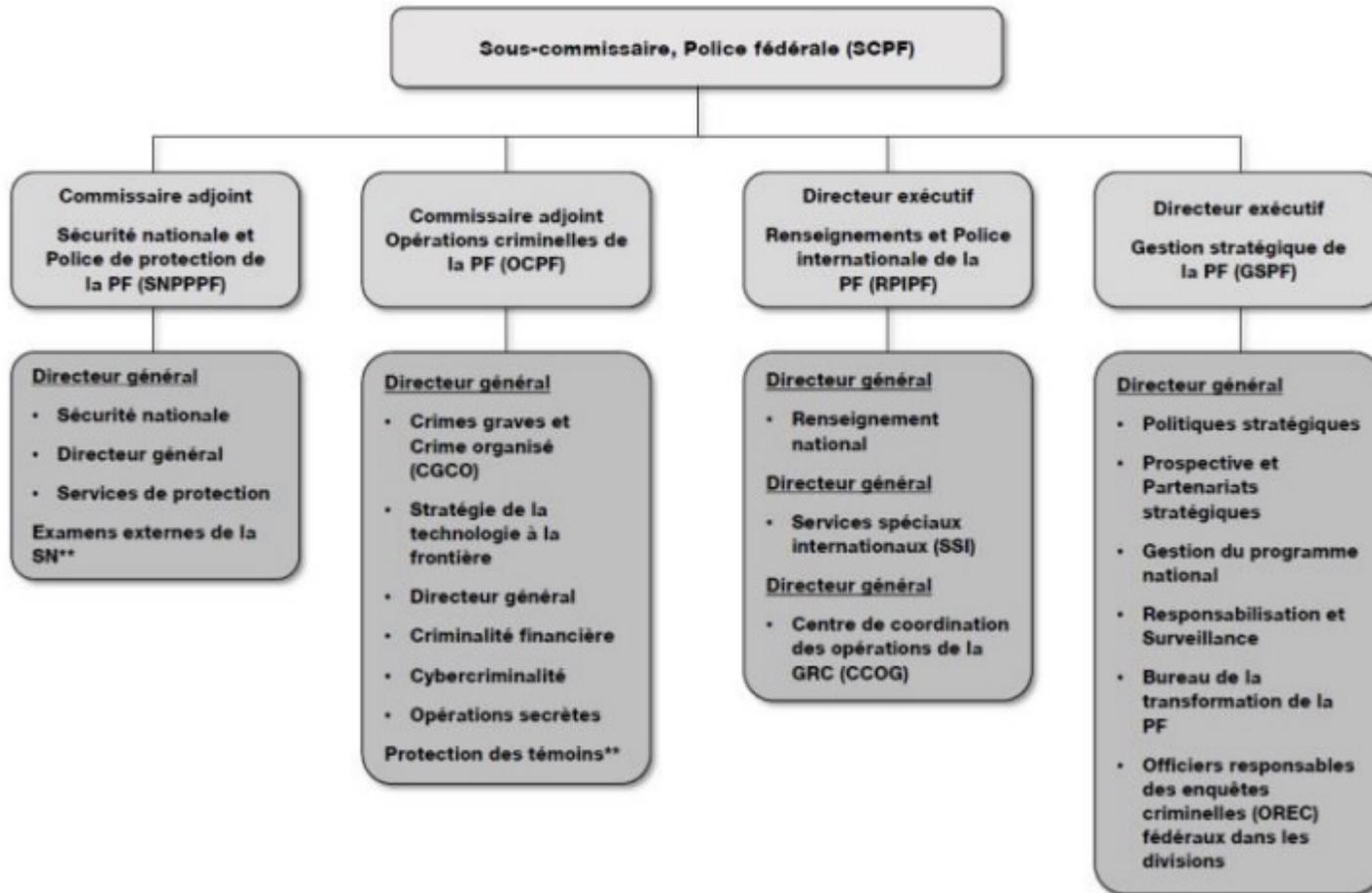


- La ***Gestion stratégique de la Police fédérale*** entretient des relations stratégiques avec des intervenants clés au Canada et ailleurs dans le monde et fait connaître les priorités fédérales en matière d'application de la loi au moyen d'initiatives de prévention et de signalement des crimes. La Gestion stratégique de la Police fédérale prodigue des conseils stratégiques sur la sécurité nationale à la haute direction de la GRC ainsi qu'à d'autres ministères et organismes gouvernementaux, et elle sert d'intermédiaire entre la GRC et les organismes d'examen et de surveillance. De plus, elle dirige des initiatives sur les priorités de la Police fédérale afin d'accroître le signalement des crimes connexes de prévenir la victimisation et d'appuyer les efforts d'enquête. Ces initiatives sont notamment les suivantes :
 - Organiser des programmes communautaires visant à favoriser le dialogue et à accroître la confiance et la collaboration entre les organismes d'application de la loi et les groupes communautaires.
 - Créer et traduire en différents dialectes de la documentation éducative et de sensibilisation, et publier des messages et présenter des exposés sur des sujets importants (ingérence, menaces et intimidation d'acteurs étrangers).
 - Collaborer avec le public et d'autres intéressés (p. ex. des dirigeants communautaires, des communautés religieuses et des services locaux de police) à la mise en place d'initiatives de sensibilisation adaptées aux besoins et aux préoccupations des membres de diasporas.
 - En période de crise, offrir des services de soutien adaptés aux réalités culturelles aux membres de diasporas touchés par des incidents (p. ex. des crimes haineux).
 - Se servir de diverses plateformes de médias sociaux pour établir un contact avec les membres de diasporas, et mettre en œuvre des programmes de sensibilisation axés sur l'engagement et le renforcement de la confiance et de la résilience chez les jeunes des communautés de la diaspora.

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

NON CLASSIFIÉ
Le 26 juin 2024Organigramme des programmes de la Police fédérale**Police fédérale**



Collaboration avec la communauté de la sécurité et du renseignement et avec d'autres partenaires

- Dans le contexte de l'ingérence d'acteurs étrangers dirigée contre des institutions et des processus démocratiques, la GRC travaille de près avec d'autres ministères et organismes gouvernementaux et partenaires de la communauté de la sécurité et du renseignement, tant au Canada qu'à l'étranger, afin de coordonner leurs efforts et de s'attaquer à des problèmes complexes qui nécessitent une approche concertée. Exemples de collaboration :
 - Depuis 2018, la GRC siège à plusieurs comités de gouvernance liés à la sécurité nationale axés sur la protection de la démocratie :
 - Comités des sous-ministres, des sous-ministres adjoints et des directeurs généraux sur l'ingérence étrangère – Chine et Inde
 - Comités des sous-ministres et des sous-ministres adjoints sur la sécurité nationale
 - Comité des sous-ministres chargé des interventions en matière de renseignement
 - Comité du Conseil de la sécurité nationale et des directeurs généraux sur le Plan pour protéger la démocratie canadienne
 - Comité de coordination opérationnelle des sous-ministres
 - Comité des sous-ministres sur le renseignement
 - Comité de coordination des examens des sous-ministres
 - Comité des sous-ministres et des greffiers sur l'ingérence étrangère
 - Comité des sous-ministres sur l'ingérence étrangère
 - Comité des sous-ministres sur la cybersécurité
 - La GRC collabore avec le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) et d'autres organismes afin d'améliorer la circulation des renseignements et de détecter et de contrer des menaces à la sécurité nationale, notamment les activités d'ingérence étrangère. Parmi les principales initiatives stratégiques mises en branle jusqu'à présent, mentionnons les suivantes :
 - *Examen sur l'amélioration des opérations* : En 2017, le SCRS et la GRC ont pris l'initiative de lancer un examen visant à mieux cerner les difficultés de collaboration et trouver des solutions afin d'améliorer la coopération. Des 76 recommandations découlant de l'examen, 45 concernent la GRC.

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

NON CLASSIFIÉ
Le 26 juin 2024

- *Protocole d'entente quadruple* (signé en octobre 2020) : Ce protocole prévoit un processus selon lequel les avocats du ministère de la Justice peuvent collaborer avec le Service des poursuites pénales du Canada (SPPC) et le SCRS afin de cerner des vulnérabilités à des moments charnières d'enquêtes et de poursuites. Il traite également du rôle que le SPPC jouerait dans le cadre de poursuites relevant de l'art. 38 de la *Loi sur la preuve au Canada*.
 - *Cadre Une vision 3.0* (signé en novembre 2021) : Ce cadre prévoit la mise à jour des principes de l'échange d'information et vise à continuer de mettre l'accent sur le fait que la sécurité du public, par opposition aux poursuites, est la règle d'or. Il vise également à rendre officiel le rôle du SPPC dans le processus Une Vision.
- La GRC a notamment pour mandat d'appuyer le commissaire aux élections fédérales en lui apportant du soutien technique et en menant des enquêtes conjointes, à sa demande, lorsqu'on juge qu'un acte illégal touchant les élections fédérales a été commis. Dans le cadre d'une enquête, les enquêteurs des élections fédérales et de la GRC évaluent conjointement les cas et recommandent des plans d'action mutuellement acceptables.
 - La GRC travaille de près avec le Groupe des cinq afin de relever des défis communs. La GRC échange de l'information sur des tendances, des connaissances sur diverses menaces, des tactiques et des processus pour se tenir au courant, se préparer en cas de menaces possibles à la sécurité et produire des évaluations stratégiques conjointes.
 - La GRC est membre du Groupe de travail sur les menaces en matière de sécurité et de renseignements visant les élections (MSRE) aux côtés d'autres organismes de la sécurité et du renseignement. Le principal objectif opérationnel de la GRC au sein de ce groupe de travail est d'apporter une expertise en matière d'application de la loi ainsi que de recueillir des renseignements et de fournir des analyses et des évaluations pour aider le groupe de travail à remplir son mandat qui consiste à faire rapport sur des activités criminelles, secrètes et clandestines qui entravent ou influencent les processus électoraux au Canada.
 - De plus, la GRC participe à des séances d'information du Groupe de travail sur les MSRE à l'intention de hauts fonctionnaires du gouvernement du Canada, du Comité des cinq et des responsables de campagne de différents partis politiques, selon les besoins. Par l'entremise de ce groupe de travail, la GRC pourrait également enquêter sur toute activité criminelle liée à l'ingérence ou à l'influence dans les processus électoraux du Canada, et elle travaille en partenariat avec d'autres organismes d'application de la loi, de renseignement et de réglementation pour répondre aux menaces visant les élections.

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

NON CLASSIFIÉ
Le 26 juin 2024

- La GRC collabore au Protocole public en cas d'incident électoral majeur et participe à des breffages sur les renseignements à l'intention du Comité des cinq portant sur des menaces émergentes à la sécurité nationale, plus particulièrement des menaces aux processus électoraux canadiens. Comme c'est le cas de ses partenaires du Groupe de travail sur les MSRE, la GRC fournit de l'information et des renseignements afin de favoriser une plus grande connaissance des menaces potentielles aux processus électoraux et à l'appui de la prise de décisions.
- La GRC participe au Mécanisme de réponse rapide (MRR) du G7, qui est dirigé par Affaires mondiales Canada et divers comités de coordination de la sécurité des élections et coprésidé par le Bureau du Conseil privé et Élections Canada. Le MRR du G7 a pour but de surveiller l'évolution du contexte des menaces liées aux activités d'ingérence étrangère ciblant les institutions démocratiques du Canada et des pays membres du G7, et de produire des rapports à ce sujet.

Approche de sensibilisation et de mobilisation

- La GRC accroît ses efforts de mobilisation stratégique au-delà des activités traditionnelles d'application de la loi, œuvrant activement à tisser des liens et à établir des relations de confiance avec les collectivités diversifiées dans les quatre régions de la Police fédérale. Dans le cadre d'initiatives de proximité et à des assemblées communautaires dans les divisions, la GRC collabore avec des services locaux de police et des intervenants communautaires afin de renforcer les relations avec les membres des diasporas et d'assurer leur protection au sein du cadre démocratique. Cette approche exhaustive prévoit ce qui suit :
 - **Consultation adaptée aux réalités des diasporas** : La GRC consulte proactivement les membres des diasporas afin de comprendre leurs besoins uniques et d'améliorer la prestation des services qui leur sont offerts. En établissant avec eux des relations de confiance et des partenariats, la GRC améliore la sécurité et le bien-être des membres de ces communautés, tout en favorisant chez eux un sentiment d'appartenance et d'inclusion.
 - **Initiatives culturelles et éducatives** : Afin d'approfondir les relations avec les diasporas, la GRC mène des initiatives de consultation et d'éducation auprès de dirigeants de diasporas, prend part à des activités culturelles et fait de la sensibilisation sur le rôle positif que jouent les organismes d'application de la loi dans les communautés. Ces initiatives visent non seulement à favoriser la compréhension, mais également à faciliter une collaboration et un dialogue constructif.
 - **Participation ciblée** : Pour donner suite à des événements importants dans les communautés ou à des développements géopolitiques, la GRC oriente ses efforts de participation communautaire ciblée de manière à répondre à de nouvelles préoccupations et à soutenir la résilience des collectivités. En assistant à des événements culturels ou religieux ou en



présentant des exposés d'information sur l'ingérence étrangère, la GRC démontre sa volonté de prendre activement part à toutes les couches de la société.

3. Liste et description de toutes les propositions de politiques, de tous les plans législatifs et de toutes les demandes de ressources liés à l'ingérence étrangère, y compris les notes de service au sous-ministre (ou à un cadre supérieur de niveau équivalent) ou au sous-ministre adjoint (ou à un cadre supérieur de niveau équivalent). Les descriptions doivent au moins comprendre la date de la demande, la date de la décision (s'il y a lieu), un résumé des changements proposés et l'issue de la demande.

Les renseignements ci-dessous ne comprennent pas les dossiers visés par le secret du Cabinet, y compris les demandes en suspens :

- En 2018, la GRC a mis sur pied une équipe temporaire consacrée aux enquêtes sur des activités d'ingérence étrangère.
- En janvier 2019, le gouvernement du Canada a annoncé le Plan pour protéger la démocratie canadienne. Ce plan prévoyait la mise en place et l'officialisation de plusieurs mécanismes et initiatives ainsi qu'une directive à la GRC de former une équipe chargée d'enquêter sur les activités d'ingérence étrangère.
- En 2020, l'équipe d'enquêtes temporaire de la GRC s'est vu confier un mandat officiel et a été baptisée Équipe des activités d'ingérence étrangère. Assurant la surveillance des enquêtes menées par la GRC sur l'ingérence étrangère dans l'ensemble du Canada, cette équipe ne s'occupe pas d'effectuer de telles enquêtes à proprement parler.
- Dans les budgets 2023 et 2024, des fonds ont été octroyés à la lutte contre l'ingérence d'acteurs étrangers.
- En 2024, la GRC a contribué aux modifications législatives du projet de loi C-70, qui a reçu la sanction royale en juin 2024.
- En mars 2024, la GRC a contribué à la motion M-112 – Ingérence politique, violence ou intimidation en sol canadien, dirigée par Sécurité publique.



4. Liste et description de tous les accords et projets (y compris les protocoles d'entente) entre le gouvernement, les ministères et les organismes ainsi qu'avec les partenaires de l'étranger ayant pour but de détecter, de décourager et de contrer les activités d'ingérence étrangère, y compris les dates des accords et des projets.

La GRC ne dispose pas d'un protocole d'entente conçu explicitement pour lutter contre l'ingérence étrangère. Elle a plutôt conclu divers accords avec des partenaires pour favoriser la collaboration multi organismes, faciliter l'échange d'information, mener des enquêtes liées à la sécurité nationale et collaborer à des projets internationaux, notamment à la lutte contre les activités d'ingérence étrangère. Le tableau ci-dessous présente quelques-uns des accords et projets existants qui facilitent la collaboration de la GRC avec les ministères et organismes gouvernementaux et les partenaires de l'étranger. Il peut s'agir d'ententes conclues avec d'autres organismes gouvernementaux, le Groupe des cinq et des organismes d'application de la loi d'autres pays ou des membres de la communauté policière internationale. Bien que ces accords ne concernent pas seulement l'ingérence étrangère, ils reposent tous sur l'échange d'information et de renseignements à l'appui de la coopération dans le cadre d'enquêtes, de projets, d'initiatives ou d'autres opérations.

Nom de l'accord ou du projet	Dates de l'accord ou du projet	Description	Parties concernées
Coopération pour l'application de la <i>Loi électorale du Canada</i> et de la <i>Loi référendaire</i>	Du 21 décembre 2015 au 31 décembre 2020	Rôles et responsabilités à l'égard des enquêtes relevant de la <i>Loi électorale du Canada</i> et de la <i>Loi référendaire</i>	Commissaire aux élections fédérales
Protocole d'entente quadruple	Conclu en octobre 2020	Prévoit un processus selon lequel les avocats du ministère de la Justice peuvent collaborer avec le SPPC et le SCRS afin de cerner des vulnérabilités à des moments charnières d'enquêtes et de poursuites. Il traite également du rôle que le SPPC jouerait dans le	Service des poursuites pénales du Canada, ministère de la Justice, Service canadien du renseignement de sécurité

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

NON CLASSIFIÉ
Le 26 juin 2024

		cadre de poursuites relevant de l'art. 38 de la <i>Loi sur la preuve au Canada</i> .	
Application de la <i>Loi électorale du Canada</i> et de la <i>Loi référendaire</i>	Du 3 septembre 2019 au 30 mai 2024	Renouvellement du protocole d'entente signé le 21 décembre 2015. Rôles et responsabilités à l'égard des enquêtes relevant de la <i>Loi électorale du Canada</i> et de la <i>Loi référendaire</i>	Commissaire aux élections fédérales
Protocole d'entente Chapeau (principale)	Du 12 septembre 2006 à une date indéterminée (période indéfinie)	Assistance mutuelle – échange d'information et de renseignements	Service canadien du renseignement de sécurité
Échange d'information pour assurer la sécurité de la Chambre	Du 9 août 2021 au 9 août 2026	Échange d'information	Chambre des communes
Sécurité sur la Colline du Parlement	Du 8 avril 2017 au 8 avril 2022	Rôles et responsabilités des parties pour que la GRC assure des services de sécurité pour la tenue des réunions sur la Colline du Parlement	Bureau du Conseil privé
2011-009 / GHP 120-1-4638	Du 23 mars 2011 au 23 mars 2016	Sécurité sur les terrains du Parlement – Ce protocole d'entente définit les rôles et les responsabilités des parties en ce qui concerne la mise en commun d'information dans le but de renforcer la sécurité nationale du	Chambre des communes

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

NON CLASSIFIÉ
Le 26 juin 2024

		Canada et, en particulier, la sécurité des terrains du Parlement.	
2022-11-068	À compter du 21 août 2023	Échange d'information	Service canadien du renseignement de sécurité
2021-03-110	Du 17 juin 2021 au 31 mars 2023	Services de dépouillement des médias – Ce protocole d'entente décrit un accord sur les services du portefeuille centralisé de dépouillement des médias fournis à la GRC par Sécurité publique	Sécurité publique Canada
2021-03-109	Du 17 juin 2021 au 17 août 2026	Échange d'information	Chambre des communes
2019-06-015	Du 30 août 2019 au 30 mai 2024	Police fédérale - commissaire aux élections fédérales – Responsabilités relevant de la <i>Loi électorale du Canada</i>	Commissaire aux élections fédérales

- 5. Liste et description de toutes les demandes de mandat liées à l'ingérence étrangère soumises au ministre de la Sécurité publique et des autorisations ministérielles présentées au ministre de la Défense nationale, y compris la date approuvée par le ministre, la date de la décision rendue par la Cour fédérale et, s'il y a lieu, les motifs de la décision.**

Ne s'applique pas à la GRC.

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

NON CLASSIFIÉ
Le 26 juin 2024

6. Liste et description de toutes les réunions, y compris la date, le lieu, les participants et le résumé des discussions de cadres supérieurs (sous-ministres délégués et niveaux supérieurs, dont des ministres) avec des représentants de gouvernements étrangers (plus particulièrement la Chine, la Russie et l'Inde), au cours desquelles le sujet de l'ingérence étrangère a été traité.

Les réunions énumérées ci-dessous étaient prévues à l'agenda de Brenda Lucki, qui occupait le poste de commissaire (d'avril 2018 à mars 2023), de Michael Duheme, alors qu'il était sous-commissaire à la Police fédérale (de juillet 2019 à mars 2023) et commissaire (de mars 2023 à aujourd'hui), et de Mark Flynn, qui occupait le poste de sous-commissaire à la Police fédérale (de mars 2023 à aujourd'hui). M^{me} Lucki, M. Duheme et M. Flynn ont participé à des réunions avec des représentants de gouvernements étrangers au cours desquelles le sujet de l'ingérence étrangère a été discuté.

Dans l'exercice de leurs fonctions, le sous-commissaire à la Police fédérale et le commissaire se réunissent régulièrement avec des représentants de gouvernements étrangers pour discuter de divers sujets, dont l'ingérence étrangère. Le tableau ci-dessous ne comprend pas toutes ces réunions, ni les colloques, les séminaires, les symposiums ou les sommets où l'ingérence étrangère a été abordée ou était à l'ordre du jour. Au cours des dernières années, il est courant de parler de l'ingérence étrangère durant des réunions où l'on décrit l'évolution des menaces.

Il est à noter qu'on y a inclus une inscription pour Gilles Michaud, qui occupait le poste de sous-commissaire à la Police fédérale en 2018.

[Voir le tableau des enquêtes figurant dans l'annexe classifiée]

Date(s) de l'événement	Lieu	Participants	Résumé des discussions
Du 18 au 20 juin 2018	Ottawa (Ontario)	Daniel Dubeau , commissaire adjoint, GRC	Five Eyes Law Enforcement Group (FELEG)
Du 3 au 6 juin 2019	Victoria (Colombie-Britannique)	Brenda Lucki , commissaire, GRC	Réunion des représentants au FELEG
Le 24 octobre 2019	Chicago (Illinois)	Brenda Lucki , commissaire, GRC	FELEG
Du 18 au 21 novembre 2018	Dubai (Émirats arabes unis)	Gilles Michaud , sous-commissaire, Police fédérale	87^e assemblée générale d'INTERPOL L'assemblée générale d'INTERPOL se tient chaque année à l'automne. Il s'agit de la principale réunion

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

NON CLASSIFIÉ
Le 26 juin 2024

		D'autres représentants de la GRC faisaient également partie de la délégation de la GRC.	de gouvernance de l'organisation, où a lieu l'élection du comité exécutif et des votes sur des résolutions. Des cadres supérieurs de la GRC se sont réunis avec plusieurs de leurs homologues de l'étranger avec qui ils pourraient avoir discuté notamment de l'ingérence étrangère.
Du 15 au 18 octobre 2019	Santiago (Chili)	Michael Duheme , sous-commissaire, Police fédérale D'autres représentants de la GRC faisaient également partie de la délégation de la GRC.	87^e assemblée générale d'INTERPOL L'assemblée générale d'INTERPOL se tient chaque année à l'automne. Il s'agit de la principale réunion de gouvernance de l'organisation, où a lieu l'élection du comité exécutif et des votes sur des résolutions. Des cadres supérieurs de la GRC se sont réunis avec plusieurs de leurs homologues de l'étranger avec qui ils pourraient avoir discuté notamment de l'ingérence étrangère.
Les 9 et 10 novembre 2020	Réunion virtuelle	Brenda Lucki , commissaire, GRC Michael Duheme , sous-commissaire, Police fédérale	Réunion des représentants au FELEG
Du 20 au 24 septembre 2021	Washington D.C.	Brenda Lucki , commissaire, GRC	FELEG
Du 6 au 9 juin 2021	Sydney (Australie)	Brenda Lucki , commissaire, GRC	Réunion des représentants au FELEG
Le 22 mars 2022	Siège du FBI, Washington	Michael Duheme , sous-commissaire, Police fédérale Sean McGillis , directeur exécutif, Gestion stratégique de la Police fédérale	Forum de 2022 sur la criminalité transfrontalière Canada-États-Unis Sujets à l'ordre du jour : - Collaboration dans le dossier de la cybercriminalité

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

NON CLASSIFIÉ
Le 26 juin 2024

		<p>Serena Hoy, secrétaire adjointe, Bureau des affaires internationales, département de la Sécurité intérieure des États-Unis</p> <p>Bruce Swartz, sous-procureur général adjoint et conseiller aux affaires internationales, département de la Justice des États-Unis</p> <p>Représentants du ministère de la Justice</p> <p>Robert Brookfield, sous-ministre adjoint délégué, Secteur des politiques</p> <p>John Riesenberg, directeur associé, Bureau des affaires internationales, Division criminelle, département de la Justice des États-Unis</p> <p>Dominic Rochon, sous-ministre adjoint principal, Secteur de la sécurité nationale et de la cybersécurité, Sécurité publique</p> <p>Talal Dakalbab, sous-ministre adjoint, Secteur de la prévention du crime, Sécurité publique</p> <p>Michael Holmes, conseiller, ambassade du Canada à Washington</p> <p>Scott Harris, vice-président, Direction générale du renseignement et de l'exécution de la loi, Agence des services frontaliers du Canada (ASFC)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Extrémisme violent intérieur/extrémisme violent à caractère idéologique - Amélioration des accords de partage mutuel - Réduction de la violence liée aux armes à feu - Accès à la justice <p>Le sujet de l'ingérence étrangère a très probablement été soulevé pendant le forum.</p>
--	--	--	---

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

NON CLASSIFIÉ
Le 26 juin 2024

Du 29 août au 2 septembre 2022	New York (New York)	<p>Michael Duheme, sous-commissaire, Police fédérale</p> <p>D'autres représentants de la GRC faisaient également partie de la délégation de la GRC.</p>	<p>Sommet des chefs de police de l'ONU (UNCOPS)</p> <p>Le Sommet réunit au siège des Nations Unies des ministres, des chefs de police et des cadres supérieurs représentants d'organisations policières régionales et professionnelles afin qu'ils s'engagent à renforcer la paix, la sécurité et le développement pour tous grâce au rôle de la police nationale et des Nations Unies.</p> <p>Des cadres supérieurs de la GRC se sont réunis avec plusieurs de leurs homologues de l'étranger avec qui ils pourraient avoir discuté notamment de l'ingérence étrangère.</p>
Du 18 au 21 octobre 2022	New Delhi (Inde)	<p>Brenda Lucki, commissaire, GRC</p> <p>Michael Duheme, sous-commissaire, Police fédérale</p> <p>D'autres représentants de la GRC faisaient également partie de la délégation de la GRC.</p>	<p>90^e assemblée générale d'INTERPOL</p> <p>L'assemblée générale d'INTERPOL se tient chaque année à l'automne. Il s'agit de la principale réunion de gouvernance de l'organisation, où a lieu l'élection du comité exécutif et des votes sur des résolutions.</p> <p>Des cadres supérieurs de la GRC se sont réunis avec plusieurs de leurs homologues de l'étranger avec qui ils ont très probablement discuté de l'ingérence étrangère.</p>
Du 8 au 11 mai 2023	Melbourne (Australie)	<p>Michael Duheme, commissaire, GRC</p>	<p>Réunion des représentants au FELEG</p>
Le 28 avril 2023	Hôtel Fairmont Château Laurier, à Ottawa (Ont.)	<p>Mark Flynn, sous-commissaire, Police fédérale</p> <p>Bryan Larkin, sous-commissaire, Services de police spécialisés</p>	<p>Forum de 2023 sur la criminalité transfrontalière Canada-États-Unis</p> <p>Une discussion sur l'ingérence étrangère faisait partie des sujets à l'ordre du jour (réunion tenue en dehors des lieux du forum) (responsables +1)</p>

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

NON CLASSIFIÉ
Le 26 juin 2024

		<p>Michael Duheme, commissaire intérimaire Représentants de Sécurité publique, de l'ASFC, du ministère de la Justice, du SPPC, de l'Association canadienne des chefs de police et de l'ambassade du Canada à Washington D.C.</p> <p>Représentants des départements suivants des États-Unis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Department of Homeland Security (département de la Sécurité intérieure) - Customs and Border Protection (service des douanes et de la protection des frontières) - Immigration and Customs Enforcement (service de l'immigration et des douanes) - Services secrets américains - Coast Guard (Garde côtière) - Department of Justice (département de la Justice) - Federal Bureau of Investigation (FBI) - Bureau of Alcohol, Tobacco, Firearms and Explosives (bureau de l'alcool, du tabac, des armes à feu et des explosifs) - Drug Enforcement Agency (agence de lutte contre la drogue) - Ambassade des États-Unis, Ottawa 	
--	--	--	--

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

NON CLASSIFIÉ
Le 26 juin 2024

Du 28 novembre au 1 ^{er} décembre 2023	Vienna (Autriche)	<p>Michael Duheme, commissaire, GRC</p> <p>Mark Flynn, sous-commissaire, Police fédérale</p> <p>D'autres représentants de la GRC faisaient également partie de la délégation de la GRC.</p>	<p>91^e assemblée générale d'INTERPOL</p> <p>L'assemblée générale d'INTERPOL se tient chaque année à l'automne. Il s'agit de la principale réunion de gouvernance de l'organisation, où a lieu l'élection du comité exécutif et des votes sur des résolutions.</p> <p>Des cadres supérieurs de la GRC se sont réunis avec plusieurs de leurs homologues de l'étranger avec qui ils ont très probablement discuté de l'ingérence étrangère.</p>
Du 29 avril au 2 mai 2024	Washington D.C.	Michael Duheme , commissaire, GRC	FELEG

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

NON CLASSIFIÉ
Le 26 juin 2024

7. Liste et description de toutes les campagnes de sensibilisation liées à l'ingérence étrangère à l'intention des parlementaires et de leur personnel, de partis politiques, des employés du gouvernement fédéral, de gouvernements provinciaux et d'administrations municipales, de diasporas ou du grand public.

Nom de la campagne	Date(s) de la campagne	Description	Public cible (parlementaires et leur personnel, partis politiques, employés du gouvernement, etc.)
<u>Division E, Colombie-Britannique</u>			
Sensibilisation à la sécurité nationale auprès des communautés sikhes	De 2019 à aujourd'hui	Séances d'information sur la sécurité de la collectivité axées sur la possibilité d'ingérence du gouvernement de l'Inde. Des initiatives de proximité sont offertes en personne par l'Équipe intégrée de la sécurité nationale de la Division E, en partenariat avec le Détachement de Surrey de la GRC.	Communautés sikhes locales
Formation de proximité - Équipe intégrée de la sécurité nationale	Novembre 2022 et 2023	Formation sur l'ingérence d'acteurs étrangers donnée en personne aux intervenants et aux membres de première ligne afin d'améliorer les relations avec les membres des diasporas, notamment sur les méthodes utilisées par des gouvernements de l'étranger pour influencer des membres de ces communautés.	Intervenants et membres de première ligne
Présentations de l'Équipe intégrée de la sécurité nationale à des rassemblements d'équipe de veille du service de police local, Surrey	Septembre 2022	Formation donnée à des membres de première ligne sur les indicateurs de comportement à surveiller au quotidien afin de les sensibiliser davantage aux risques pour les communautés et les enfants.	Communauté policière
Présentations sur l'ingérence étrangère de l'Équipe intégrée de la sécurité nationale à des	Avril et mai 2024	Présentation aux intervenants sur le terrain afin de leur donner un aperçu des indicateurs de l'ingérence étrangère et des méthodes utilisées par des gouvernements	Communauté policière

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

NON CLASSIFIÉ
Le 26 juin 2024

rassemblements d'équipe de veille du service de police local, North Vancouver		étrangers pour influencer les membres de la communauté; peut s'appliquer aux enquêtes.	
Présentations sur l'ingérence étrangère de l'Équipe intégrée de la sécurité nationale à des rassemblements d'équipe de veille du service de police local, Prince Rupert	Mai 2023	Présentation aux intervenants sur le terrain afin de leur donner un aperçu des indicateurs de l'ingérence étrangère et des méthodes utilisées par des gouvernements étrangers pour influencer les membres de la communauté; peut s'appliquer aux enquêtes.	Communauté policière
Présentations sur l'ingérence étrangère de l'Équipe intégrée de la sécurité nationale à des rassemblements d'équipe de veille du service de police local, Whitehorse	Mars 2023	Présentation aux intervenants sur le terrain afin de leur donner un aperçu des indicateurs de l'ingérence étrangère et des méthodes utilisées par des gouvernements étrangers pour influencer les membres de la communauté; peut s'appliquer aux enquêtes.	Communauté policière
Présentation sur l'ingérence étrangère de l'Équipe intégrée de la sécurité nationale à la Section maritime de la côte Ouest de la GRC	Mai 2023	Présentation aux intervenants sur le terrain afin de leur donner un aperçu des indicateurs de l'ingérence étrangère et des méthodes utilisées par des gouvernements étrangers pour influencer les membres de la communauté; peut s'appliquer aux enquêtes.	Communauté policière
Bulletins hebdomadaires de l'Équipe intégrée de la sécurité nationale	En cours	Création et distribution de bulletins sur l'ingérence d'acteurs étrangers qui traitent surtout de sujets liés à la sécurité nationale.	Intervenants et membres de première ligne
Distribution par l'Équipe intégrée de la sécurité nationale de fiches de conseils et d'autres documents d'information sur l'ingérence étrangère	En cours	Sensibilisation au problème de l'ingérence étrangère destinée à améliorer les relations avec les membres des diasporas, notamment aux méthodes utilisées par des gouvernements de l'étranger pour influencer des membres de ces communautés.	Intervenants et membres de première ligne

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

NON CLASSIFIÉ
Le 26 juin 2024

Collaboration entre l'Équipe intégrée de la sécurité nationale et la Jewish Federation en Colombie-Britannique	De 2018 à aujourd'hui	Dialogue continu sur les difficultés rencontrées par la communauté juive au Canada et sur leur expérience du contexte des menaces à l'échelle internationale.	Diaspora juive
Présentation sur le mandat de sécurité nationale et l'ingérence étrangère de l'Équipe intégrée de la sécurité nationale aux adjoints exécutifs de police de la Colombie-Britannique	Février 2022	Présentation sur le mandat de sécurité nationale et les indicateurs des activités d'ingérence étrangère qui peuvent être évidents dans les divers secteurs d'activité policiers. Cette initiative vise à améliorer l'ensemble du réseau des organismes chargés de reconnaître et de cerner les facteurs de risque et les comportements qui pourraient se manifester dans diverses communautés.	Intervenants et membres de première ligne
Collaboration de l'Équipe intégrée de la sécurité nationale avec le 4 ^e Groupe de patrouilles des Rangers canadiens des Forces canadiennes et présentation à ce groupe	Septembre 2023	Présentation sur les préoccupations liées à l'ingérence étrangère, les indicateurs de celle-ci et les possibilités de signaler des activités d'ingérence d'acteurs étrangers, en collaboration avec des partenaires de la sécurité nationale de l'Alberta et de la Saskatchewan et du Service canadien du renseignement de sécurité.	Partenaires du gouvernement fédéral et de gouvernements provinciaux
Réunions de l'Équipe intégrée de la sécurité nationale avec des représentants de l'association musulmane et les communautés sunnites de la Colombie-Britannique, en partenariat avec l'Équipe des crimes haineux de la C.-B.	De 2018 à aujourd'hui	Réunions avec des dirigeants et des membres de communautés au sujet des problèmes liés aux crimes haineux et à la sécurité nationale.	Diaspora musulmane sunnite
Collaboration entre l'Équipe intégrée de la sécurité nationale et les acteurs des infrastructures essentielles	De 2019 à aujourd'hui	Un groupe de travail chargé de la formation ou de la sensibilisation au sujet de l'ingérence étrangère et de sujets liés à la cybersécurité et à la sécurité nationale propres aux activités des acteurs. L'Équipe intégrée de la sécurité nationale fait partie d'un groupe de formation	Acteurs des secteurs du transport et de l'énergie

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

NON CLASSIFIÉ
Le 26 juin 2024

		pour les séances de formation de cette année afin de traiter de l'ingérence étrangère dans les infrastructures essentielles.	
Sensibilisation des acteurs des infrastructures essentielles par l'Équipe intégrée de la sécurité nationale	De 2019 à aujourd'hui	Efforts de mobilisation et de sensibilisation pour améliorer la sécurité et la qualité des signalements par des entreprises du secteur de l'énergie afin de cerner les risques, de repérer des activités d'ingérence et de déterminer les secteurs à risque.	Acteurs de l'industrie (Régie de l'énergie du Canada, C.-B.)
Réunion de consultation de l'Équipe intégrée de la sécurité nationale avec des représentants des communautés musulmanes chiites et iraniennes de la Colombie-Britannique, en partenariat avec l'Équipe des crimes haineux de la C.-B. et les détachements locaux	De 2018 à aujourd'hui	Réunions communautaires avec la diaspora iranienne en ce qui concerne les activités signalées du Corps des gardiens de la révolution islamique (menaces en ligne, problèmes liés à l'ordre public et méfaits).	Diasporas musulmane chiite et iranienne, et intervenants et membres de première ligne
Présentation par le Détachement de Richmond	2023	Présentation donnée par l'Équipe intégrée de la sécurité nationale de la Division E en vue d'une réunion à huis clos avec le maire et les conseillers de la Ville de Richmond pour discuter de l'ingérence d'acteurs étrangers.	Acteurs de l'administration municipale
Sensibilisation faite par la GRC de Richmond auprès des communautés	De 2018 à aujourd'hui	Des efforts continus sont déployés auprès des diverses diasporas à Richmond afin de lutter contre les crimes haineux ou les fraudes ciblant des minorités visibles et des groupes culturels ou religieux. Le travail de sensibilisation fait auprès de ces groupes a pour but de renforcer la confiance dans les organismes d'application de la loi et de trouver des moyens de prévenir et de décourager des tactiques d'ingérence étrangère visant ces communautés.	Diasporas chinoise, philippine et sud-asiatique
Présentations sur l'ingérence étrangère par l'Équipe intégrée de la sécurité nationale à des	2022	Le Détachement de Richmond a demandé à l'équipe de proximité de l'EISN de participer aux séances de breffage des membres de première ligne afin de les renseigner sur la façon de reconnaître l'ingérence étrangère et toutes les	Membres de première ligne

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

NON CLASSIFIÉ
Le 26 juin 2024

rassemblements d'équipe de veille du service de police local, Détachement de Richmond		autres situations liées à la sécurité nationale qu'ils pourraient rencontrer.	
Présentation sur l'ingérence étrangère de l'Équipe intégrée de la sécurité nationale à l'Association des chefs de police de la Colombie-Britannique	2023	Présentation sur l'ingérence étrangère à l'Association des chefs de police de la Colombie-Britannique	Cadres supérieurs policiers
Collaboration entre l'Équipe intégrée de la sécurité nationale et le milieu universitaire (domaine de la sécurité) au sujet de l'ingérence étrangère	De 2021 à aujourd'hui	Collaboration avec Sécurité publique à l'initiative Science en sécurité, plus particulièrement en ce qui touche les données, les analyses, la production et les recherches exclusives. Collaboration continue relativement aux étudiants internationaux, l'influence politique, les manifestations, etc.	Université de la Colombie-Britannique (UBC), Collège Okanagan, Université Simon-Fraser, Université polytechnique Kwantlen, Université de Northern British Columbia, Université de Victoria (faculté, service de sécurité)
Collaboration entre l'Équipe intégrée de la sécurité nationale et les autorités portuaires de la Colombie-Britannique	De 2022 à aujourd'hui	Collaboration et travail continu avec l'ASFC, les États-Unis et les autorités portuaires de la Colombie-Britannique en ce qui concerne les tactiques d'ingérence étrangère liées à l'expédition, aux infractions à la <i>Loi sur l'immigration</i> , à l'espionnage et à l'infiltration.	Diverses autorités portuaires du Grand Vancouver, de Prince Rupert et de Kitimat
Unité mixte d'enquête sur le crime organisé – campagne <i>End Gang Life</i> (mettre fin aux gangs)	De 2018 à aujourd'hui	Sensibilisation continue auprès des membres de diasporas afin de les renseigner sur leurs droits au Canada, les enquêtes sur les crimes haineux et les seuils relatifs à la sécurité nationale, en partenariat avec l'Équipe intégrée de la sécurité nationale et le service de police compétent.	Diasporas, communauté policière
<u>Division M, Yukon</u>			
Stratégie de sensibilisation	En cours	Le Groupe des enquêtes fédérales de la Division M offre des présentations non classifiées sur l'ingérence étrangère aux chefs de Premières Nations, à des sociétés de développement économique et à des ministères de gouvernements territoriaux.	Premières Nations autonomes et leurs sociétés de développement économique

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

NON CLASSIFIÉ
Le 26 juin 2024

<u>Division G, Territoires du Nord-Ouest</u>			
Présentation	Novembre 2023	En prévision des élections générales aux Territoires du Nord-Ouest (visant à élire les membres de la 20 ^e Assemblée législative), le Groupe fédéral de l'Arctique et le Groupe du Nunavut a collaboré avec le directeur général des élections et lui ont fait une présentation sur l'ingérence étrangère.	Partenaires du gouvernement provincial
Présentation	2024	En prévision de l'assemblée générale annuelle de l'association des communautés des Territoires du Nord-Ouest, une présentation sur l'ingérence étrangère a été donnée aux délégués.	Partenaires des gouvernements fédéral et provincial
Présentation	À venir	Présentations non classifiées sur l'ingérence étrangère données de façon proactive aux chefs de Premières Nations autonomes et à des acteurs de secteurs clés.	Chefs autochtones et acteurs de l'industrie
Présentation	2023	Présentation donnée à plus de 30 ministères et organismes, dont l'Association des municipalités du Nunavut, afin de les sensibiliser au problème de l'ingérence étrangère.	Partenaires gouvernementaux
Présentation/sensibilisation	2024	Sensibilisation de plus de 300 personnes au moyen d'une plateforme du Service canadien du renseignement de sécurité lors du symposium minier du Nunavut. En plus des participants sur place, des personnes y ont assisté en virtuel, et l'information a été diffusée en partie dans les médias.	Partenaires fédéraux et acteurs de l'industrie
<u>Division K, Alberta</u>			
Activités de proximité	En cours	Sur une base régulière, les groupes de la mobilisation des communautés (établis à Calgary et à Edmonton) se réunissent avec des dirigeants de diverses diasporas, participent à des activités culturelles et prennent part à des initiatives de sensibilisation et d'éducation, plus particulièrement en ce qui touche l'ingérence étrangère et la répression transnationale.	Dirigeants communautaires de diasporas

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

NON CLASSIFIÉ
Le 26 juin 2024

<u>Division D, Manitoba</u>			
Initiatives de sensibilisation et d'éducation	De 2016 à aujourd'hui	La Section de la sécurité nationale (SSN) du Manitoba mène des initiatives de sensibilisation et d'éducation auprès de diverses diasporas, surtout par l'entremise des enquêtes de la SSN et avec le soutien occasionnel du secteur d'activité des Services de police contractuels et autochtones.	Diasporas musulmane, érythréenne, iranienne, palestinienne, juive et yézidie
Activités de sensibilisation générale : présentations Protégé B et Secret	Le 9 avril 2024	La Section de la sécurité nationale a coordonné des présentations sur l'histoire et les tendances associées à l'ingérence étrangère offertes par la Sécurité nationale de la Police fédérale à plusieurs groupes de partenaires du milieu de l'application de la loi et de la justice du Manitoba (organismes fédéraux et provinciaux). Elle a également fourni de l'information sur les indicateurs que les services de police compétents et les partenaires internes doivent surveiller dans le cadre de leurs enquêtes.	Intervenants et membres de première ligne aux fins d'enquêtes concernant des diasporas, et partenaires des gouvernements fédéral et provincial
<u>Division O, Région du Centre</u>			
Présentation à une réunion générale	Le 16 septembre 2023	L'Équipe intégrée de la sécurité nationale (EISN) de la région du Grand Toronto/du Sud-Ouest a fait une présentation à une réunion générale conjointe avec le Service de police régional de York dans la région de York (Ontario) pour faire le point sur les crimes haineux dans la région. La majorité des personnes présentes étaient des membres de la communauté asiatique. De plus, des membres de l'équipe des interventions et des interrogatoires spécialisés de l'EISN de la région du Grand Toronto/du Sud-Ouest ont présenté un tableau de haut niveau de l'ingérence étrangère dans la région du Grand Toronto et ont renseigné les participants sur la façon dont les citoyens touchés par ce genre d'activités peuvent communiquer avec la GRC.	Diaspora asiatique

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

NON CLASSIFIÉ
Le 26 juin 2024

<u>Sécurité nationale de la Police fédérale – Groupe de l’engagement et de la sensibilisation stratégiques (ESS)</u>			
Présentation conjointe avec Affaires mondiales Canada (Chine élargie, politique et coordination)	Du 13 décembre 2022 au 31 mai 2023	Discussions sur l’ingérence étrangère avec des représentants de la diaspora chinoise dans les bureaux d’Affaires mondiales Canada. Des représentants ont pu prendre part à des discussions sur le harcèlement, l’intimidation, les pouvoirs policiers et les actes nécessitant la prise de mesures.	Diaspora chinoise et partenaire du gouvernement fédéral, Affaires mondiales Canada
Guide sur l’ingérence étrangère et bulletin de sensibilisation à l’ingérence étrangère à l’intention des enquêteurs privés	Le 22 janvier 2024	Publications ayant pour but de sensibiliser les enquêteurs privés au problème de l’ingérence étrangère afin d’éviter que des ressources ne soient involontairement utilisées pour des activités illégales et de les amener à signaler d’éventuels cas d’ingérence étrangère.	Organismes d’application de la loi (tous les niveaux), qui transmettront les publications aux personnes concernées
Présentation sur l’ingérence étrangère à des enquêteurs privés	Le 22 mai 2024	Document ayant pour but de sensibiliser les enquêteurs privés au problème de l’ingérence étrangère afin d’éviter que des ressources ne soient involontairement utilisées pour des activités illégales et de les amener à signaler d’éventuels cas d’ingérence étrangère.	Organismes d’application de la loi (tous les niveaux), qui transmettront le document aux personnes concernées
Document de référence sur l’ingérence étrangère pour les organismes d’application de la loi	Le 22 juin 2023	Document que les services de police peuvent transmettre aux enquêteurs privés régionaux dans le but de les sensibiliser au problème de l’ingérence étrangère afin d’éviter que des ressources ne soient involontairement utilisées pour des activités illégales et de les amener à signaler d’éventuels cas d’ingérence étrangère.	Organismes d’application de la loi (tous les échelons de gouvernement)
Ingérence étrangère : grand public	Le 5 mars 2023	Publications ayant pour but de sensibiliser le public au problème de l’ingérence étrangère pour éviter que celle-ci fasse des victimes et pour encourager le signalement d’éventuels cas d’ingérence étrangère. Les publications sont transmises aux services de police canadiens afin qu’ils les distribuent au public et aux parties concernées. Le Groupe de l’ESS de la Police fédérale aidera les organismes canadiens à modifier leurs présentations pour y inclure leur image de marque aux fins d’utilisation régionale.	Grand public et partenaires de l’application de la loi

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

NON CLASSIFIÉ
Le 26 juin 2024

Menaces et intimidation de la part d'acteurs étrangers	Le 9 janvier 2024	Documents de sensibilisation au problème de l'ingérence étrangère à l'intention des services de police afin d'éviter que celle-ci fasse des victimes et d'encourager les organismes à accepter, à documenter et à transmettre (à la GRC) les signalements de cas éventuels d'ingérence étrangère. Les documents sont destinés à être utilisés par les services de police pour qu'ils les transmettent par la suite au public et aux parties concernées. Le Groupe de l'ESS de la Police fédérale aidera les organismes canadiens à modifier leurs présentations pour y inclure leur image de marque aux fins d'utilisation régionale.	Organismes d'application de la loi (tous les échelons de gouvernement)
Signalement de menaces et d'incidents d'intimidation	Le 22 janvier 2024	Publications ayant pour but de sensibiliser le public au problème de l'ingérence étrangère pour éviter que celle-ci fasse des victimes et pour encourager le signalement d'éventuels cas d'ingérence étrangère. Les publications sont transmises aux services de police canadiens afin qu'ils les distribuent au public et aux parties concernées. Le Groupe de l'ESS de la Police fédérale aidera les organismes canadiens à modifier leurs présentations pour y inclure leur image de marque aux fins d'utilisation régionale.	Grand public
Signalement de menaces et d'incidents d'intimidation : organismes d'application de la loi	Le 16 mai 2024	Documents de sensibilisation au problème de l'ingérence étrangère à l'intention des services de police afin d'éviter que celle-ci fasse des victimes et d'encourager les organismes à accepter, à documenter et à transmettre (à la GRC) les signalements de cas éventuels d'ingérence étrangère. Les documents sont destinés à être utilisés par les services de police pour qu'ils les transmettent par la suite au public et aux parties concernées. Le Groupe de l'ESS de la Police fédérale aidera les organismes canadiens à modifier leurs présentations pour y inclure leur image de marque aux fins d'utilisation régionale.	Organismes d'application de la loi (tous les échelons de gouvernement)
Présentation sur l'ingérence étrangère à l'intention de la communauté universitaire	Le 5 juillet 2023	Présentation ayant pour but de sensibiliser les membres de facultés (et les étudiants) universitaires au problème de l'ingérence étrangère afin d'éviter que celle-ci fasse des	Communauté universitaire, partenaires de l'application de la loi et grand public

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

NON CLASSIFIÉ
Le 26 juin 2024

		victimes et de préserver la propriété intellectuelle. Elle vise également à encourager le signalement à la police de cas éventuels d'ingérence étrangère. La présentation est transmise aux services de police canadiens intéressés afin qu'ils puissent la donner aux personnes concernées. Le Groupe de l'ESS de la Police fédérale aidera les organismes canadiens à modifier leurs présentations pour y inclure leur image de marque aux fins d'utilisation régionale.	
Publication sur l'ingérence étrangère : communauté universitaire	Le 5 mars 2024	Document ayant pour but de sensibiliser les membres de facultés (et les étudiants) universitaires au problème de l'ingérence étrangère afin d'éviter que celle-ci fasse des victimes et de préserver la propriété intellectuelle. Il vise également à encourager le signalement à la police de cas éventuels d'ingérence étrangère. La publication est transmise aux services de police canadiens intéressés afin qu'ils puissent la donner aux personnes concernées. Le Groupe de l'ESS de la Police fédérale aidera les organismes canadiens à modifier leurs présentations pour y inclure leur image de marque aux fins d'utilisation régionale.	Communauté universitaire, partenaires de l'application de la loi et grand public
Mésinformation et désinformation (présentation dans laquelle on fait mention des élections fédérales)	Le 8 mars 2024	Présentation ayant pour but de sensibiliser les services de police au problème de l'ingérence étrangère et de les renseigner sur les façons dont certains (dont des États étrangers) peuvent se servir de la mésinformation et de la désinformation pour perturber des élections libres.	Organismes d'application de la loi (tous les niveaux), qui transmettront le document aux personnes concernées
Présentation sur l'ingérence étrangère	Le 6 septembre 2023	Exposé de sensibilisation au problème de l'ingérence étrangère à l'intention des services de police afin d'éviter que celle-ci fasse des victimes et d'encourager les organismes à accepter, à documenter et à transmettre (à la GRC) les signalements de cas éventuels d'ingérence étrangère.	Organismes d'application de la loi (tous les niveaux), qui transmettront le document aux personnes concernées
<u>Police de protection de la Police fédérale</u>			
Dialogue avec les députés d'origine indienne	Été et automne 2023	Dans la foulée de l'homicide de Hardeep Singh Nijjar, la GRC a renforcé sa posture de sécurité au moment d'être	Députés d'origine indienne

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

NON CLASSIFIÉ
Le 26 juin 2024

		<p>informée de la présence de députés ou de ministres à des événements publics.</p> <p>La GRC a pris directement contact avec les personnes concernées à la suite d'un changement du contexte global des menaces lié à une ingérence étrangère alléguée.</p>	
Efforts récents visant à accroître la protection des hauts fonctionnaires et des institutions démocratiques	De 2019 à aujourd'hui	<p>La GRC et d'autres organismes chargés d'assurer la sécurité des ministres, des députés et d'autres hauts fonctionnaires ont mis en œuvre une série de changements structurels pour améliorer la qualité et la rapidité de l'échange d'information organisationnelle en fonction de l'évolution des menaces. L'équipe de liaison ministérielle (ELM) dirigée par la GRC organise des appels mensuels entre les Services de protection de la GRC et les bureaux de ministres (de façon continue), compte un membre de la GRC détaché auprès d'Affaires mondiales Canada (depuis 2019) et offre des services de réception centralisée des dossiers de hauts responsables du gouvernement afin de mettre en place des niveaux de protection adaptés au contexte actuel des menaces. Les Services de protection de la GRC collaborent avec les responsables de certaines ambassades et certains hauts-commissariats pour assurer un niveau de sécurité adéquat veiller à leur personnel en fonction des menaces actuelles (depuis 2020). Enfin, les Services de protection communiquent régulièrement avec le sergent d'arme pour discuter de la sécurité des parlementaires.</p>	Premier ministre, gouverneur général, ministres, députés, dignitaires étrangers
Sécurité nationale de la Police fédérale			
Initiative de sensibilisation : <i>Moving Forward</i> (allons de l'avant)	En cours	Dirigée par la Sécurité nationale de la Police fédérale, la campagne prévoit ce qui suit :	Partenaires et intervenants de l'application de la loi

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

NON CLASSIFIÉ
Le 26 juin 2024

		<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> discuter avec les partenaires des défis de l'ingérence étrangère et faire de la sensibilisation au sujet des menaces; <input type="checkbox"/> élaborer un programme pour un cours de cinq jours; <input type="checkbox"/> trouver et former d'autres experts en la matière; <input type="checkbox"/> mettre sur pied un groupe de travail inter-agence sur l'ingérence étrangère. <p>Cette initiative a également pour but d'examiner la possibilité de conclure des ententes officielles sur l'échange d'information avec des organismes partenaires, dont la Défense nationale, Affaires mondiales Canada et le Centre de sécurité des télécommunications, ainsi que d'établir des partenariats public-privé internationaux.</p>	
--	--	---	--

- 8. Pour chaque comité interministériel qui traite d'ingérence étrangère, liste de la fréquence des réunions (ou des dates dans le cas de réunions spéciales) et description de la documentation régulièrement produite pour chaque comité (p. ex. ordres du jour, liste des participants, ordres du jour commentés pour le président, résumés de réunions et procès-verbaux).**

Cette réponse ne s'applique pas à la GRC, car la question a été posée directement à Sécurité publique et au Bureau du Conseil privé.

Royal Canadian Mounted Police



Gendarmerie royale du Canada

NON CLASSIFIÉ
Le 26 juin 2024

9. Liste de toutes les discussions entre des directeurs divisionnaires (ou des cadres de niveau équivalent) et des représentants de diasporas au cours desquelles le sujet de l'ingérence étrangère a été abordé, y compris les dates, les noms des représentants ministériels et de diasporas et le résumé des discussions.

Au moyen d'initiatives et d'activités proactives de sensibilisation adaptées aux besoins des communautés, la GRC collabore activement avec des diasporas afin de répondre aux besoins et aux préoccupations qui leur sont propres, d'assurer leur sécurité et d'accroître leur résilience. Cependant, des discussions ont lieu à un niveau inférieur à celui des directeurs divisionnaires (ou des cadres de niveau équivalent). La même liste que celle au point 7 s'appliquerait dans ces cas.

10. Mises à jour pertinentes des renseignements fournis dans le *Rapport institutionnel, phase 1*

Des modifications mineures ont été apportées au *Rapport institutionnel, phase 1*, dont une mise à jour de l'organigramme et l'ajout de secteurs de programme.